



CAMP DE BRENS

Bulletin de l'Association pour Perpétuer le Souvenir des Internées
des Camps de Brens et de Rieucros

Année 2019

n° 3

Site Internet : <https://apsicbr.wordpress.com> - Adresse mail : apsicbr@hotmail.fr

Remi Demonsant, Président - Michel de Chanterac, Président-adjoint

Agenda des prochaines manifestations

Gaillac et Brens – 75^e anniversaire de la Libération - le 18 août

Participation avec la municipalité de Gaillac et le Groupe Vendôme et avec la municipalité de Brens, aux Cérémonies du Souvenir :

- 9h00 Dépôt de gerbe à la stèle du groupe Vendôme
- 9h30 Dépôt de gerbe au camp de Brens
- 10h00 Inauguration de la salle Angelita Bettini del Rio au Musée de l'Abbaye
- 10h45 Rassemblement place d'Hautpoul suivi de la cérémonie place de la Libération
- 11h45 Discours et dépôt de gerbe à la stèle du square Joffre

Inauguration à Gaillac de la "Salle Angelita Bettini del Rio" (texte de Remi Demonsant)

A nouveau cet été, les cérémonies de la Libération de Gaillac et des villages avoisinants revêtiront une importance toute particulière pour la Mémoire du camp de Brens et pour les membres de notre association. Après les municipalités de Toulouse, de L'Union et de Brens, c'est en effet au tour de Gaillac de rendre hommage à notre chère Angelita au cours de ce 75^e anniversaire de la Libération.

A la demande de notre association, le maire de Gaillac, Monsieur Patrice Gausserand va inaugurer le 18 août prochain la "Salle Angelita Bettini del Rio" en dévoilant une plaque commémorative au Musée de l'Abbaye Saint Michel. Qu'il en soit ici sincèrement remercié.

Le choix de cette salle, qui servait naguère d'auditorium pour les conférences du Salon du Livre, est justifié par le fait que c'est en ce lieu à moins d'une encablure du camp de Brens qu'est intervenue Angelita Bettini del Rio pour la première fois à Gaillac le 4 octobre 1998.

C'est à la municipalité dirigée par Charles Pistre que nous devons le choix de cette conférence qui, avec la projection du film *Camps de femmes*, les interventions des historiennes Rolande Treppe et Monique-Lise Cohen ainsi que le témoignage bouleversant d'Angelita, fut un véritable électrochoc pour celles et ceux qui avaient eu la chance ce jour-là de trouver place en cette salle bien trop petite pour accueillir le nombreux public qui se pressait à son entrée.

Cette première rencontre avec Angelita fut un véritable coup de foudre, il y a près de 21 ans quand profondément émue, elle s'exclama au nom

Monique-Lise Cohen, l'unique survivante de cette conférence inoubliable nous fera l'honneur et le plaisir de sa présence à nos côtés lors de cette journée si importante pour notre association.

Vous aurez très certainement à cœur vous aussi de participer le 18 août à cet hommage à Angelita pour lequel nous espérons la présence de ses enfants malgré l'hommage qui lui sera rendu en ce même jour par la municipalité de Toulouse.

de ses compagnes d'infortune "Vous nous avez réhabilitées !" en réponse à l'ovation qui avait accueilli son témoignage.



L'onde de choc fut telle dans le Gaillacois et bien au-delà que l'Association pour Perpétuer le Souvenir des Internées des Camps de Brens et de Rieucros créée en 1991 par Charles Couchet et Christian Bardou a en quelques semaines multiplié par cinq le nombre de ses adhérents.

St Sulpice – le 7 septembre

Cérémonies du Souvenir du camp de Saint Sulpice.

Gaillac – le 14 septembre

Comme chaque année, l'association participera à la Fête des associations par la tenue d'un stand. La Maison des Jeunes et de la Culture de Gaillac y exposera la maquette du camp de Brens réalisée par des jeunes encadrés par leur animateur Franck Fernandez.

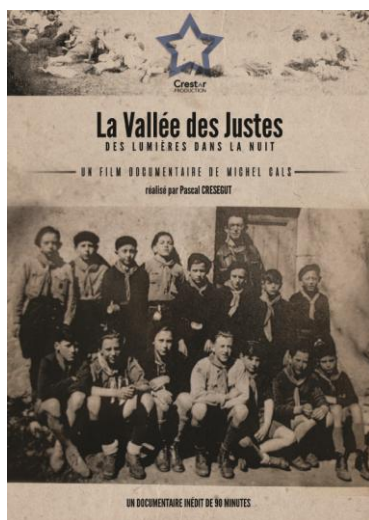
Brens – les 21 et 22 septembre

Nous participerons avec l'association de Sauvegarde du Patrimoine Brensol (présidée par Marie-France Forbras) aux Journées Européennes du Patrimoine pour y présenter le camp de Brens.

Brens – Espace socioculturel – le 11 octobre

Cette soirée programmée le vendredi 11 octobre à 20h30 à l'Espace Socioculturel de Brens sera un hommage à la montagne tarnaise qui de refuge protestant qu'elle fut naguère pour les huguenots persécutés (depuis le 17^e siècle) est devenue un refuge pour des Juifs persécutés durant la Seconde Guerre mondiale. Elle sera centrée sur Vabre qui a été en 2015 reconnu "*Village des Justes de France*" par l'Institut Yad Vashem et sera animée par Michel Cals, auteur du livre et scénariste du film. Au-delà de l'implantation du camp dans la commune, le choix de Brens se justifie par l'origine vianaise (en contrebas du terrain de parachutage Virgule des Maquis de Vabre) de son maire, Michel Terral. Vous trouverez ci-dessous une présentation du film et du livre.

La vallée des Justes de Jean-Charles Tartière et Michel Cals, réalisé par Pascal Cresegut et produit par Crestar Productions avec l'aide de la Région Occitanie, des départements du Tarn et de l'Hérault ainsi que de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, pour diffusion sur la chaîne *Toute l'Histoire*



En Occitanie, au cœur du Pays du Haut Languedoc, quatre villages se sont illustrés durant la guerre. Vabre et Lacaune dans le Tarn, Bédarieux et Hérépian dans l'Hérault. Chacun eut sa propre histoire, mais ils ont tous montré leur attachement aux valeurs de sauvetage en cachant et préservant des centaines de Juifs de la Déportation.

Cette aventure humaine toute particulière de la dernière guerre, a permis avec l'implication exceptionnelle de leurs habitants, d'accueillir, protéger et sauver un grand nombre de Juifs

français et étrangers, parmi lesquels beaucoup d'enfants, promis au plus redoutable des sorts.

Vabre eut un destin particulier puisque la totalité des familles juives cachées furent sauvées. Lacaune, Bédarieux et Hérépian sauvèrent eux aussi plusieurs familles. Pris pour cible, traqués, pourchassés, ces Juifs dont l'objectif final de la barbarie nazie était leur extermination dans les camps de la mort, ont pu compter sur les habitants de ces villages du Tarn et de l'Hérault pour les cacher et les protéger tout au long de la guerre.

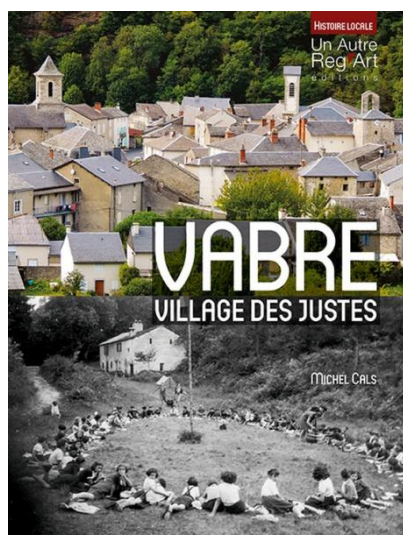
Un verset du Talmud déclare "Qui sauve une seule vie, sauve le monde entier". En cela, les habitants de Vabre furent exemplaires. Car à la différence de beaucoup de villes et villages voisins qui connurent des dénonciations et subirent des rafles, tous les Juifs réfugiés à Vabre durant la période de l'Occupation repartirent sains et saufs sans exception.

Ce film documentaire, retrace cette histoire unique à travers des témoignages exceptionnels, étayés par des historiens incontournables, des personnalités de renom et des archives de qualité. Ce film émouvant et si actuel dans une société où l'antisémitisme, le racisme ainsi que la violence aveugle et barbare ressurgissent, est un témoignage fort de l'histoire qui met en avant cette solidarité indispensable à la marche de toute société pacifiée et solidaire dans laquelle le beau terme de Fraternité retrouve enfin son sens. Un film de foi et de partage, où loin d'être des héros, ces gens humbles et humains ne firent comme ils le disent tous et toutes que leur devoir.

Vabre, village des Justes - Livre de Michel Cals, Editions Un Autre Reg'Art, 2019

Le village de Vabre, niché dans la montagne tarnaise, nous raconte, tel un personnage important, son histoire, ses origines, et plus particulièrement, les faits qui s'y sont déroulés durant la Seconde Guerre mondiale et qui ont permis, récemment, son classement parmi les *Villes et Villages des Justes* de Yad Vashem.

De nombreux témoignages viennent étayer le récit qui met en perspective les grands moments de la lutte des Vabrais contre l'envahisseur et la solidarité dont ils ont fait preuve envers tous ceux qui étaient traqués par l'occupant : Juifs, bien sûr, mais aussi réfractaires au STO, maquisards, résistants... et nombre d'enfants et d'adolescents, sans famille après les nombreuses rafles orchestrées par la Gestapo, la milice et les autorités françaises de l'État français.



Né en 1951 à Castres, Michel Cals est écrivain et professeur. Il est issu d'une vieille famille enracinée dans les terres du Sidobre, en Haut Languedoc. Agrégé de Lettres, titulaire d'un master en Sciences de l'Information et la Communication, il enseigne au Maroc, aux Comores et à l'île de La Réunion avant de se fixer à Nice où il a été en poste à l'Université, jusqu'en 2016.

Depuis plusieurs années, il mène un travail de recherches et d'enquêtes de terrain sur l'accueil et le sauvetage des Juifs, à Vabre et dans la vallée du Gijou, recherches qui ont contribué à faire entrer ce village, dont il est originaire, dans le réseau *Villes et Villages des Justes de France* de Yad Vashem.

Il est également président, depuis 2017, de la Société des Amis du Pays Vabrais.

Toulouse – Rue Alsace-Lorraine - le 5 novembre

Manifestation devant la plaque apposée au 13 rue Alsace-Lorraine pour marquer le 79^e anniversaire du lâcher de tracts sur le cortège de Pétain à Toulouse, le 5 novembre 1940.



Plaque apposée par la Municipalité de Toulouse et dévoilée le 5 novembre 2009
(Photo Robert Bettini)

Manifestations passées

Albi – Aux Archives Départementales – le 5 février

Un Temps de Cochon : Concert-documentaire aux Archives Départementales donné à Albi dans le cadre de la Commémoration de la Guerre d'Espagne et de l'exil espagnol. Compte rendu de Laurette Llahi-Roques.

Nous étions deux membres de l'association du Camp de Brens pour découvrir ce nouveau documentaire sonore de Benoît Bories, fondateur avec Charlotte Rouault en 2009 de Faïdos Sonore (du mot syrien : pause). Cette structure leur permet de diffuser des créations sonores en lien avec des luttes collectives ou des témoignages.

Après la présentation du Pôle Sonore récemment ouvert au sein des Archives Départementales, et à l'initiative de ce concert, nous fûmes plongés d'emblée dans un univers musical tout à fait surprenant. Plusieurs haut-parleurs soigneusement répartis dans l'auditorium nous firent voyager à l'intérieur de cet univers électroacoustique vers une période historique très sombre : celle de la Retirada, de janvier à février 1939, et de l'arrivée en France de près de 500 000 républicains espagnols.

A partir de l'enregistrement d'entretiens avec trois d'entre eux, Joaquim, Mercedes, Floréal, installés depuis lors dans une ferme du Tarn-et-Garonne, Benoît Bories a élaboré une bande son tout à fait originale où les voix, les bruits de la ferme s'interpénètrent, se répondent, les bouts de chansons fusent : émergent les souvenirs, les blessures cachées, la violence de l'exil forcé.

Le temps semble s'étirer indéfiniment, mêlant passé et présent, en une sobre progression vers le cœur de l'intime : pour obtenir ce document Benoît Bories a pendant six mois rendu visite à Joaquim, Mercedes et Floréal, recueillant leurs paroles avec pudeur et empathie.

Ce *Temps de Cochon*, titre du documentaire, résonne en nous d'autant plus fortement que Joaquim a fait partie de ces espagnols arrivés du 5 au 12 mars par la petite gare de Borredon, et conduits à pied, par des champs boueux, vers des prés où ils auront à construire eux-mêmes leurs baraquements... Or, aujourd'hui, la municipalité de Septfonds, avec l'accord du Conseil Départemental et de la Préfecture du Tarn vient d'autoriser l'extension d'une porcherie industrielle sur le site même du camp de Judes où 16000 républicains espagnols furent internés !

Le documentaire de Benoît Bories n'aborde pas directement le sujet mais il ne pouvait que s'imposer à l'esprit des auditeurs au fait des pétitions lancées par le C.I.I.M.E.R ainsi que des manifestations organisées en vain devant la mairie de Septfonds et la préfecture de Montauban.

Au-delà du simple documentaire, cet écheveau de voix, ces fils tissés entre présent et passé, nous renvoient à toutes les tragédies de la guerre, de l'exil, et a fortiori à celles que nous vivons maintenant.

Une belle création sonore riche de sens, en collaboration avec Adrien Stauch pour la prise de son, Jean-Philippe Zwahlen pour le mixage, et le soutien du fonds Gulliver.

Pamiers - le 16 février

L'Amicale du camp de concentration du Vernet d'Ariège organisait à Pamiers une rencontre où étaient invitées les différentes associations mémorielles de la région, dont la nôtre.

Le responsable de l'Amicale du camp du Vernet, le camp le plus répressif de France pendant la Seconde Guerre mondiale, avait demandé à notre association de présenter les camps pour femmes de Rieucros et Brens, à côté des camps du Vernet et Noé.

Les camps du Vernet et de Rieucros ont la particularité d'avoir été nommés officiellement « camps de concentration » par la circulaire du ministre de l'Intérieur Marcel Peyrouton du 10 janvier 1941. Les personnes qui y sont enfermées sont des « internés », les autres camps comme Argelès, Barcarès, Gurs, Septfonds, Nexon... accueillent des « hébergés ».

La dénomination « camp de concentration » sera conservée pour Brens, comme le montrent les deux stèles du site route Dora Schaul à Brens, et celle du square Joffre à Gaillac.

Le camp de Rieucros, réservé aux femmes dès octobre 1939, était officiellement un camp « répressif » mais le niveau de violence n'avait rien à voir avec celui du Vernet : pas

d'encadrement militaire ni de travail forcé, pas de châtement corporel. Tributaires de stéréotypes de guerre, les femmes en camp de concentration subissent un traitement spécifique lié à l'ordre moral lorsque l'État français s'installe en juillet 1940.

L'intervention de Michel sur ces camps de femmes était plus que les autres centrée sur le cheminement historique aboutissant au décret-loi Daladier du 12 novembre 1938 instituant l'internement administratif pour la première fois dans un pays démocratique, une République, en dehors de l'état de guerre.

La III^e République recherche, alors que la Guerre d'Espagne touche à sa fin, un accord politique avec le nazisme et le fascisme concrétisé dans les accords de Munich. Et c'est bien une assemblée nationale du Front Populaire qui entérine cet accord, alors que le Front populaire s'était constitué sur l'antifascisme. Cette façon de voir l'histoire de cette période n'a pas fait l'unanimité chez les participants.

L'exposition du camp du Vernet a mis en lumière le talent du peintre portraitiste haïtien Charles Louis François Duchatelier, dit Carlos, né en 1907 à Port-au-Prince, interné au Vernet en avril 1941. L'Amicale du camp du Vernet a fait sortir de l'oubli ce peintre ainsi que les figures d'internés qui ont fait leur chemin après la guerre et sont devenus responsables politiques de haut niveau comme Franz Dahlem ou Luigi Longo.



La table de presse de l'amicale présentait l'ouvrage tout récent de Maëlle Maugendre « Femmes en exil, les réfugiées espagnoles en France, 1939-1942 », centrée sur une étude de genre. Entre 75 000 et 95 000 femmes espagnoles ont cherché un refuge en France lors de la Retirada, et c'est la première étude faite sur elles par cette historienne.

La réunion s'est terminée par une présentation sur grand écran de photos du camp du Vernet et de portraits d'internés de Carlos Duchatelier, avec un accompagnement musical de deux violoncellistes. Le stand de notre association a suscité quelques débats avec les participants de cette manifestation, mais peu de ventes.

Gaillac - 17^e Journée Internationale des Femmes – le 2 mars

Nous étions nombreux dans l'auditorium Dom Vayssette ce samedi pour la fêter : elle revêtait un éclat particulier en raison de la présence de Nuria Mor, âgée de 97 ans, venue spécialement d'Aix-en-Provence, l'une des dernières internées du camp de Brens encore en vie.

L'après-midi débuta par l'intervention d'Hélène Leclerc, maître de conférences à l'Université Toulouse-Jean Jaurès : elle nous présenta l'ouvrage passionnant qu'elle a dirigé et construit avec une équipe d'universitaires français et allemands, dont Mechthild Gilzmer : *Le Sud-Ouest de la France et les Pyrénées dans la mémoire des pays de langue allemande au XX^e siècle*, publié en septembre 2018 à Toulouse, aux Editions du Pérégrinateur.

Hélène Leclerc centra son propos sur les écrivains et artistes exilés en France avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, et ayant séjourné dans différents camps d'internement : Rieucros, St-Cyprien, Le Vernet, Gurs, Argelès, Noé, Le Récébédou, Septfonds, Brens, St-Sulpice. Certains de ces noms sont célèbres : Hannah Arendt, internée à Gurs, Walter Benjamin qui, arrêté par la police franquiste après avoir franchi la frontière pyrénéenne, se suicidera dans un hôtel de Port-Bou, mais aussi Arthur Koestler, incarcéré au camp du Vernet-d'Ariège, Lenka Reinerová, internée à Rieucros ainsi que Dora Schaul, elle-même transférée ensuite à Brens. Des notices bio-bibliographiques très érudites accompagnent ce choix de lettres ou de poèmes souvent inédits.

Par les lectures qui ont suivi les *Amis de la Poésie* ont pu faire entendre des fragments de lettres d'Hannah Arendt, de Sylta Busse, des traductions inédites de Gertrud Rast, de Charlotte Minna Rosenthal, dite Liselotte, des poèmes de Marina Strasde, des textes de Lenka Reinerová, toutes les quatre internées au camp de Brens.

Nous avons aussi retenu un passage du livre de Nuria Mor, tiré de son livre *Qui de tu s'allunya* (Qui s'éloigne de toi) récemment réédité par les Editions du camp de Brens, et évoquant son arrivée au camp en février 1942, à peine âgée de 20 ans. Sa présence au premier rang, aux côtés de son petit-fils, rendait la lecture particulièrement émouvante.

Une chanson de Louis Chedid « Anne, ma sœur Anne », dédiée à Anne Frank, interprétée a capella par Geneviève Chortey rappela la nécessité d'une vigilance accrue face à la montée des actes antisémites.

Anne, ma sœur Anne,
Si j' te disais c' que j' vois v'nir,
Anne, ma sœur Anne,
J'arrive pas à y croire, c'est comme un cauchemar...
Sale cafard!

Anne, ma sœur Anne,
En écrivant ton journal du fond d' ton placard,
Anne, ma sœur Anne,
Tu pensais qu'on n'oublierait jamais, mais...
Mauvaise mémoire!

Elle ressort de sa tanière, la nazi-nostalgie:
Croix gammée, bottes à clous, et toute la panoplie.
Elle a pignon sur rue, des adeptes, un parti...
La voilà revenue, l'historique hystérie!

Anne, ma sœur Anne,
Si j' te disais c' que j'entends,
Anne, ma sœur Anne,

Les mêmes discours, les mêmes slogans,
Les mêmes aboiements!

Anne, ma sœur Anne,
J'aurais tant voulu te dire, p'tite fille martyre:
"Anne, ma sœur Anne,
Tu peux dormir tranquille, elle reviendra plus,
La vermine!"

Mais beaucoup d'indifférence, de patience malvenue
Pour ces anciens damnés, au goût de déjà-vu,
Beaucoup trop d'indulgence, trop de bonnes manières
Pour cette nazi-nostalgie qui ressort de sa tanière...
comme hier!

Anne, ma sœur Anne,
Si j' te disais c' que j' vois v'nir,
Anne, ma sœur Anne,
J'arrive pas à y croire, c'est comme un cauchemar...
Sale cafard!

Un hommage au poète espagnol Antonio Machado, décédé à Collioure quelques semaines après son exil en France, clôtura ces lectures :

« *Voyageur, il n'est pas de chemin
Rien que sillages sur la mer* »

« *Caminante, no hay camino
Si no estelas en la mar* »

Pour rappeler le combat souvent passé sous silence des femmes espagnoles réfugiées en France après la Retirada, nous avons invité le journaliste et historien perpignanais, Gregory Tuban, auteur d'une thèse de doctorat en histoire soutenue en décembre 2015 : *Contrôle, exclusion et répression des réfugiés venus d'Espagne dans les camps du Sud de la France : 1939-1944*.

A partir de ce travail considérable, sur des archives non encore explorées (dont le fichier dit « de Moscou »), Gregory Tuban a fait paraître en 2018 l'ouvrage : *Camps d'étrangers : le contrôle des réfugiés venus d'Espagne (1939-1940)*. Il devait évoquer pour nous un épisode particulièrement significatif du courage des femmes espagnoles internées au camp d'Argelès : la révolte des 22 et 23 mars 1941.

Après un rappel du contexte historique par Michel de Chanterac, Gregory Tuban en détailla les raisons : la décision de transfert dans les camps répressifs d'Afrique du Nord des hommes qui s'étaient révoltés au camp du Vernet d'Ariège contre leurs conditions d'internement : faim, insalubrité, humiliations, répression. Se ruant sur les barbelés séparant le camp des hommes de celui des femmes, ces dernières s'opposèrent au départ des camions, affrontèrent avec leurs mains, et des poignées de sable, les tirailleurs sénégalais et les gardes mobiles présents sur le camp. Par leur révolte désespérée et déterminée, elles réussirent à différer le départ des hommes qu'un navire croisant au large devait conduire à Oran ou Alger.

S'appuyant sur la projection de photos ou de documents d'archives, Gregory Tuban raviva avec beaucoup d'émotion la lutte de ces femmes antifranquistes : en repréailles, elles furent transférées au camp de Rieucros en Lozère, ouvert le 21 janvier 1939 pour des membres des Brigades Internationales et devenu depuis le 18 octobre 1939, un camp de rassemblement pour étrangères « indésirables ».

Grâce au travail effectué par des membres de l'association du camp de Brens aux Archives Départementales du Tarn, à partir des registres des internées de Rieucros, toutes transférées à Brens en février 1942, Grégory Tuban a pu avoir l'identité précise de ces femmes espagnoles venant d'Argelès.

Des échanges avec la salle où se trouvaient des enfants de républicains espagnols internés dans ce camp mirent en lumière l'extrême dureté des conditions d'internement, et la tragique dispersion des familles, sans nouvelles de leurs proches.

Après une courte pause, consacrée aux signatures des livres présentés, nous pûmes découvrir la création chorégraphique de Françoise Bettini, à partir du film réalisé en juin 2018 à Altigone, pour le spectacle de fin d'année de son école de danse toulousaine, le *Ballet Studio*. Intitulé *Requiem* ce ballet est un superbe hommage rendu à ses parents à travers l'évocation d'un couple hors du commun, partageant le même engagement politique, le même souci après-guerre de reconstruction autour d'un foyer chaleureux, ouvert sur la vie et la transmission auprès des jeunes.

Une conteuse, amie de Françoise, assurait avec beaucoup de justesse le lien entre les différents tableaux et les séquences dansées en fournissant les éléments biographiques essentiels ; la qualité de l'interprétation des élèves, le choix des photos de famille effectué par Robert Bettini impressionnèrent vivement le public : Angelita et Yves étaient bien là, près de nous. Un grand moment d'émotion aussi pour Nuria Mor qui découvrait ce soir-là le talent de chorégraphe de la fille de sa grande amie.

La dernière partie du spectacle nous réserva une expérience sonore et plastique tout à fait nouvelle : à partir d'entretiens réalisés en 2013 pour *Arte Radio* auprès de trois anciennes internées, Angèle Bettini, Arlette Baëna, et Nuria Mor, Benoît Bories (Faïdos sonore) nous proposa un « concert documentaire » *Sœurs de Camp*, illustré cette année par des images créées en direct par deux plasticiennes.

En « artisan du son », Benoît Bories explore dans cette œuvre les dimensions nouvelles de la composition électroacoustique et redonne aux paroles recueillies toute leur intensité ; des haut-parleurs judicieusement disposés dans la salle recréent une proximité étonnante : souvenirs empreints de tendresse, d'amitié, solidarité et désir de lutte résonnent fortement en nous.

Le travail des deux artistes invitées, Julie F. et Na/Da, l'une installée maintenant en Ariège, et l'autre à Toulouse, du Collectif Nyctalopes, renforcèrent celui de Benoît Bories ; leur performance plastique, en résonance profonde avec la matière sonore des voix ainsi subtilement retravaillée nous enchantèrent.

Le jeu maîtrisé des coulures de peinture sur les transparents ou les supports dessinés, les mots imprimés sur des tampons, élargissait le cheminement en nous des paroles entendues, des émotions ressenties, et restituait la force du témoignage de ces trois anciennes internées. La fusion si aboutie entre ces deux modes de création nous laissa tous admiratifs et enthousiastes.

La manifestation se termina par un apéritif offert par la municipalité de Gaillac dans une atmosphère animée et chaleureuse, dans le cher souvenir d'Angelita Bettini et la présence si précieuse de sa grande amie, Nuria Mor, la présidente d'honneur de notre association.

Blaye-les-Mines - Les 80 contre Pétain – le 16 mars

Le vernissage de l'exposition *Ils ont défendu la République à Vichy, le 10 juillet 1940, les 80 contre les pleins pouvoirs constituants à Pétain* a eu lieu le 16 mars 2019 dans la salle Balavoine de Blaye-les-Mines en présence d'un nombreux public.

L'exposition est composée de 20 panneaux sur les 80 contestataires, provenant de Feytiat en Haute-Vienne et conçus par Martial Codet-Boissé, enseignant (en sport) passionné par cette période de l'histoire, ainsi que de 15 panneaux dédiés au député Augustin Malroux et réalisés par Marylise Folch.

Pour présenter cette exposition, André Fabre, maire de Blaye-les-Mines, Christophe Ramond, président du conseil départemental, Marylise Folch, Secrétaire générale du Comité départemental des Associations de la Résistance et de la Déportation et organisatrice de l'exposition, Thierry Carcenac, sénateur et Martial Codet-Boissé ont pris la parole.

Ce fut ensuite le tour d'Anny Malroux, fille d'Augustin Malroux, de se saisir du micro pour évoquer ce 10 juillet et le contexte de fin de III^e République dans lequel s'est déroulé cet épisode.



Anny Malroux a 9 ans en 1940 et des souvenirs encore très vifs, notamment de ce 5 juillet au cours duquel son père recevait à Albi les socialistes André Blumel et Edouard Depreux, tous deux démobilisés, et futurs résistants.

Le téléphone sonna : c'était la convocation pour se rendre à Vichy le 10 juillet. Ce jour-là, la décision d'Augustin Malroux était prise, « je choisirai la République ».

Pourquoi Vichy ? Outre que la ville est en zone non occupée, c'est principalement parce que Laval y avait sa propriété et que les nombreux hôtels (l'hôtel du Parc pour Pétain) permettraient à tout le monde de se loger. La décision est prise par le tandem Pétain-Laval, deux hommes qui ne s'aimaient pas mais qui avaient besoin l'un de l'autre (Pétain détestait les hommes politiques).

A cette période, le sénat est très réactionnaire : il a voté 2 fois contre Blum, mais il y a tous les députés élus du Front Populaire. Comment s'en débarrasser ? Laval a donc l'idée de réunir les deux chambres constituant l'assemblée nationale à Vichy. Quand on connaît les difficultés de circulation inhérentes à la situation chaotique dans laquelle est plongée la France, on comprend que nombre d'élus vivant dans des zones éloignées auront bien du mal à y arriver à temps ou même à tenter de s'y rendre... (obtention de laissez-passer de la part de l'occupant allemand, administrations en panne de fonctionnement, routes encombrées de soldats, etc). De plus, Le piège du paquebot *Massilia* s'est refermé sur 26 députés et 1 sénateur (dont François de Wendel, Jean Zay, Pierre Mendès-France) partis fin juin vers l'Afrique du Nord avec l'espoir, pour certains, de rejoindre le général De Gaulle en Angleterre.

Pour ceux qui parviennent au bout du voyage, pas le temps de se rencontrer pour échafauder une tactique commune, sans parler de la pression (menaces d'arrestation ou de mort) qu'exerce le camp de Pierre Laval contre les éventuels opposants, tout en promettant qu'Hitler sera favorable à la France grâce à Pétain. De plus, à Vichy, se pavanent d'énergumènes admiratifs de Doriot et antisémites : ils invectivent et menacent Léon Blum. Les parlementaires ne pourront pas non plus siéger par groupes le 10 juillet, rien n'est prévu pour les réunir selon leurs orientations politiques dans l'Opéra de Vichy, tout à fait inadapté pour ce type d'assemblée.

Jules Jeanneney, président du Sénat, préside ce jour-là l'Assemblée nationale. Il est complètement débordé, personne ne peut vraiment s'exprimer, il y a irrégularités et astuces de

procédure pour empêcher des dépôts de motion (celle du député de l'Hérault Vincent Badie), pas de délibération non plus. Jeanneney, qui est hostile au projet, s'abstient. La séance dure trois heures. Les 80 sont dispersés dans l'assemblée, ils ne se connaissent pratiquement pas et leur courage de s'opposer n'en est que plus grand.

Le texte voté défendait Travail (revanche du grand patronat), Famille (hégémonie de l'Eglise), Patrie fin de l'idéal de fraternité universelle). « Nous, Philippe Pétain, maréchal de France, chef de l'État... » le mot République a disparu et c'est bien une dictature qui vient d'être instituée. Pierre Laval, quant à lui, est très déçu de se voir reléguer au second plan. Les opposants sont sortis libres de la séance mais lucides quant aux risques qu'ils encourent.

Parmi les 57 députés et 23 sénateurs, dont le vote négatif s'opposa aux 569 parlementaires qui votèrent les pleins pouvoirs à Pétain, certains ont été assassinés, d'autres déportés, d'autres encore, comme le sénateur de Corrèze François Labrousse, l'un des 3 parlementaires limousins contestataires, ont rejoint la Résistance. Sur les 80, 73 étaient de gauche (mais le parti communiste avait été interdit le 26/9/39) et 7 de droite.

De plus, quand ils sont rentrés chez eux, leur vote a souvent été mal compris. Ils se sont retrouvés sous surveillance, espionnés. Certains se sont comme « cachés » chez eux mais les sanctions sont vite tombées. Notamment pour Augustin Malroux.

Né en 1900, il était instituteur et avait été élu maire de Blaye en 1935, puis député du Front Populaire en 1936.

En décembre 1940, il fut mis à pied pour un mois, puis révoqué de son mandat de maire, comme beaucoup d'autres, en janvier 1941 tandis que les conseillers municipaux qui lui étaient favorables étaient remplacés. Il fut ensuite révoqué tout à fait de l'enseignement, dans l'impossibilité de travailler pour une administration.

Rentré dans la Résistance, il mourra en déportation le 10 avril 1945 à Bergen-Belsen. Parmi les 80, 22 ont été emprisonnés, 2 assassinés (dont Max Dormoy), 10 déportés (dont Léon Blum, Vincent Badie et Léonel de Moustier, député conservateur du Doubs).

La presse a parlé des 80 dans des termes très négatifs, sans même les interviewer, comme dans le journal d'extrême-droite « Au Pilon », collaborationniste et antisémite, qui les qualifia de

« 80 bougres malfaisants, francs-maçons, enjuivés et intoxiqués de démocratie... ». Le journal donne la liste mais on peut y noter l'absence de Léonel de Moustier, marquis et père de 12 enfants, une omission délibérée pour ne pas entacher la « bonne société ».

Il faut avoir à l'esprit que beaucoup de parlementaires ayant voté « oui » se sont vite rendu compte qu'ils avaient été floués et certains sont rentrés dans la Résistance. Après la guerre, les 80 n'ont guère été mis en avant, d'autant qu'ils étaient parfois liés à des partis qui s'étaient déconsidérés. Leur vote n'a pas affecté leur vie

Septfonds - les 16 et 17 mars

Le Centre d'Investigation et d'Interprétation de la Mémoire de l'Espagne Républicaine (CIIMER) organisait sa grande manifestation annuelle avec le 16 mars, la marche mémorielle de la gare de Borredon au camp de Judes, route qu'avaient emprunté 16 000 officiers et soldats de l'armée populaire de la République espagnole en mars 1939. Pour le 80^e anniversaire de la Retirada, étaient organisées le lendemain à Montalzat l'assemblée générale annuelle du CIIMER le matin, et une après-midi festive.



Cette marche mémorielle a eu lieu par un temps magnifique. Il y avait beaucoup de monde, de toutes générations, et une ambiance typiquement espagnole, bruyante, colorée, avec l'omniprésence des trois couleurs du drapeau de la République espagnole. Dans ce genre de manifestation, les personnes ne parlant pas espagnol ont quelque difficulté à saisir ce qui se dit, ce qui était le cas des deux représentants de notre association, Michel et Norbert. Il faut savoir que le CIIMER est pluraliste et que les controverses entre les différents courants politiques qui se sont déchirés pendant la guerre d'Espagne sont désormais heureusement dépassées.

Le repas a eu lieu à Montalzat, commune qui, en cautionnant le prêt accordé au CIIMER pour l'achat de la gare de Borredon, a permis à ce regroupement de 47 associations mémorielles franco-espagnoles de faire de cette gare un symbole fort de la II^e République espagnole. L'après-midi, il y avait sous chapiteau les stands de différentes associations dont celles du Vernet, de Montreuil-Bellay pour les Tziganes, de l'AAGEF-FFI.

Sur le stand du camp du Vernet, on trouvait deux livres de l'historien Grégory Tuban *Le contrôle des réfugiés venus d'Espagne 1939-1944* et *Les séquestrés de Collioure*. Le camp disciplinaire installé dans le Château royal de Collioure enfermait des Républicains espagnols « particulièrement dangereux pour l'ordre public ». Ils y étaient traités comme des bagnards, sans qu'aucune décision de justice ne justifie leur incarcération. Le journal *L'Humanité*, qui faisait campagne contre cette monstruosité dans une République, parlait du bagne fasciste de Collioure.

Le 17 mars, nous avons assisté à l'AG du CIIMER avec beaucoup d'intervenants espagnols parlant espagnol et une prise de parole remarquable de Raymond Cubells, président de l'Amicale du Camp du Vernet, mettant en cause le manque de rigueur et la désinvolture du journal de la région Occitanie traitant du 80^e anniversaire de la Retirada : par exemple, le camp de Rieucros se situerait en... Ariège, celui de Septfonds en... Haute-Garonne. Brens n'est pas mentionné.

L'après-midi, étaient invités par les responsables du CIIMER, Carmen Negrin, José Gonzales, Henry Farreny et les représentants de collectivités territoriales (commune de Montalzat, département du Tarn-et-Garonne, région Occitanie). Le maire de Montalzat a présenté avec humour ses relations depuis son enfance avec les républicains espagnols. Le département du Tarn-et-Garonne, depuis le départ de Jean-Michel

Baylet, a d'excellentes relations avec le CIIMER et a financé des signalisations donnant une visibilité au CIIMER et à la gare de Borredon.

Par contre, le Mémorial de Rivesaltes a de nouveau été mis en cause par José Gonzales et Henry Farreny pour, selon eux, les erreurs historiques inscrites sur le mémorial : fin de la guerre d'Espagne en février 39, lors de la reconnaissance par le gouvernement français de la Junte de Burgos et les accords Bérard-Jordana, terme de « camp de concentration » complètement occulté, début du fonctionnement du camp de Rivesaltes le 14 janvier 1941 alors que 1125 juifs de Sarre et du Palatinat arrivent sur le site en... octobre 40. Henry Farreny a demandé que les associations mémorielles soient au moins consultées, voire associées au travail du conseil scientifique qui a entériné ces aberrations historiques.

Notons enfin qu'Henry Farreny a écrit un livre aux Editions L'Espagne au cœur, retraçant le parcours de six espagnols qui ont participé à la Résistance en France, dont certains sont morts en libérant Paris. Ce livre *Le sang des espagnols, mourir à Paris* fait le portrait de ces étranges étrangers morts pour la France. Parmi eux, Celestino Alfonso, « espagnol rouge » sur l'*Affiche Rouge* du groupe Manouchian, immortalisé par Aragon et Léo Ferré. Cet Espagnol était le seul dont le nom « à prononcer n'était pas difficile ».

Gaillac – Conférence « Les Enfants volés du franquisme » - le 11 avril

Tertulia organisée par l'association Gaillac-Caspe-Santa Maria a Vico ; compte rendu de Laurette Llahi-Roques.

Nous étions très nombreux pour assister à la conférence proposée à l'auditorium Dom Vayssette par Guy Camp, professeur d'espagnol retraité, secrétaire de l'association. S'appuyant sur des travaux d'historiens et des articles de presse récents il a souligné l'ampleur de ces pratiques criminelles : elles concerneraient près de 300 000 enfants...

Après la défaite de la République Espagnole fin mars 1939 le gouvernement français renvoya en Espagne des femmes espagnoles réfugiées en France avec leurs enfants : à leur retour, certaines furent fusillées et leurs enfants envoyés dans des centres spéciaux gérés par des prêtres qui y avaient instauré un régime disciplinaire terrible, associé à des formes de torture par la faim et les coups. (Lire le récit du jeune Tanguy dans le roman clairement autobiographique de Michel Del Castillo).

En 1943 on comptait déjà 13 000 enfants dans ces orphelinats. Cette politique de répression implacable à l'égard des enfants des « rouges » s'accompagna d'un véritable système organisé de vol des bébés de mères républicaines dans les maternités, ou hôpitaux dirigés par des religieuses ou des prêtres.

Un proche conseiller de Franco, le Dr Antonio Vallejo Nujera, ami d'Himmler, avait élaboré pour faciliter ces pratiques des directives appropriées, car il considérait le marxisme comme une « maladie mentale ». Il s'agissait de l'éradiquer des jeunes cervelles en leur attribuant de nouveaux parents, bons chrétiens, bons franquistes. Franco promulgua donc certaines lois

facilitant le changement d'identité pour les mineurs mis sous tutelle de l'État : de 30 à 40 000 selon le juge Balthazar Garzón. Ces lois ne furent abolies qu'en 1980 par Felipe Gonzalez... Les bébés étaient déclarés mort-nés à leurs mères !

D'autres enfants furent les victimes de ces pratiques : ceux envoyés à l'étranger seuls pendant la Guerre d'Espagne, surtout lors de la Retirada (février 1939).

En France, la C.G.T. avait créé le Comité d'Accueil aux Enfants d'Espagne, mais le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale va entraîner la fermeture des centres d'hébergement et des colonies. La France renvoya près de 10 000 enfants en Espagne en 1941 : ils subirent les pires traitements dans des orphelinats où la loi franquiste s'exerçait pleinement avec la complicité du clergé et l'appui de l'Opus Dei.

Enfin un autre volet de ce trafic d'enfants concerne la Mafia des maternités qui sévira de 1950 à 1980, ou même 1990. Les religieuses vont donner à l'adoption des enfants de mères célibataires très vulnérables. En Espagne règne dans ces années-là une répression morale terrible : elle s'exercera jusqu'en 1975 avec le « Patronato de la Mujer », dont la mission était de « prendre en charge » les mères célibataires ; il durera jusqu'en 1983.

Des femmes marginales vont aussi subir ces pratiques répressives en allant accoucher dans ces maternités : considérées comme « amORALES » leurs enfants leur seront subtilisés, et proposés à l'adoption de couples stériles soutiens du régime.

Ces pratiques seront dénoncées dans un feuilleton télévisé de la TV mexicaine : *Vidas Robadas* (Vies volées) diffusé en 2010 : 200 à 300 adoptions furent ainsi opérées à l'aide de faux certificats de naissance. Ce n'est qu'en 1995 que l'État espagnol commence à interdire les changements d'état-civil. En octobre 2018 le Dr Eduardo Vela, gynécologue, passe en jugement à Madrid : il est l'un des principaux responsables de ces pratiques. Jugé coupable, il est toutefois relâché en raison de la prescription des faits ...

Voyant la situation juridique bloquée en Espagne les associations de victimes se sont tournées vers la magistrate argentine Maria Servini et ont déposé une plainte pour crimes contre l'humanité, relayée par le Haut Commissariat aux droits de l'Homme. Cette plainte complètera l'instruction ouverte par la juge en 2010 sur les crimes commis en Espagne sous la dictature de Franco (voir le film *Le Silence des Autres*). L'Argentine reconnaît en effet le principe

de « juridiction universelle » adoptée par certains pays.

Plusieurs documentaires et vidéos réalisés depuis 2002 ont contribué à alerter l'opinion publique en Espagne et à l'étranger sur l'ampleur de ce scandale et la complicité de l'ensemble du corps médical avec les autorités politiques, judiciaires et cléricales : les enfants volés seront même revendus aux parents adoptifs illégaux...

L'ANADIR (Association Nationale des victimes d'adoptions illégales) a été créée en 2010 pour aider les mères et les enfants victimes de ces pratiques à reconstituer leurs filiations généalogiques en dépit de l'imbroglio administratif.

Un dossier particulièrement douloureux que la conférence de Guy Camp nous a permis d'approfondir.

Lisle-sur-Tarn – 80^e anniversaire de la Retirada – le 11 mai

Josefina Arnal a raconté son périple et celui de sa famille, depuis son village aragonais jusqu'à Lisle-sur-Tarn. Son père était ouvrier agricole, sa mère s'occupait des dix enfants qu'elle avait mis au monde (dont trois décédés en bas âge). La vie était très dure mais la situation s'est améliorée lorsque les deux aînés ont commencé à travailler. Les deux frères, militants anarchosindicalistes, ont régulièrement été inquiétés et, après le soulèvement nationaliste de Franco en juillet 1936, ils sont arrêtés et exécutés par les fascistes (l'un en août 1936, l'autre en janvier 1937). Période terrible pour la maman qui a dû surmonter sa peine pour ses autres enfants. Le village est collectivisé et les gens s'organisent grâce au troc. Mais en 1938, le village tombe aux mains des fascistes et il faut fuir.

Le père voulait traverser les Pyrénées (comme Martin, un frère aîné) mais ce n'était pas possible avec tous ces enfants. La famille part vers la Catalogne avec une petite charrette et un âne. Elle subit le manque de provisions et quelques bombardements et trouve asile près de Figueras grâce à la CNT qui accueille la masse des réfugiés. Après huit mois, la Catalogne tombe à son tour, il faut fuir de nouveau et passer la frontière, à 30 km de là, en abandonnant charrette et âne. Tous couchent dehors la première nuit au milieu d'une foule « agglutinée et apeurée » et passent la frontière le 29 janvier 1939, population civile et soldats en repli mêlés.

Au Boulou, les arrivants sont triés : le père part vers le Nord, il travaillera sur le canal de la Somme. Martin, le frère qui était revenu de France pour les rejoindre, est envoyé à Argelès. La mère reste avec ses enfants mais, à la gare, elle se rend compte qu'elle a oublié dans le train une petite valise très précieuse, pleine de tous ses souvenirs. Martina (16 ans), se précipite et remonte dans le wagon pour la récupérer. Mais le train redémarre... la valise est sauvée, Martin, débrouillarde, la rapportera lorsqu'elle aura pu rejoindre Lisle-sur-Tarn, bien des semaines plus tard, depuis le Cantal où elle s'était retrouvée toute seule.

Josefina et sa famille partent en train vers Albi et, de là, en bus, vers Lisle-sur-Tarn avec une soixantaine de personnes. Les conditions de logement sont plus que précaires, en bas une pièce pour manger, à l'étage deux pièces pour dormir (l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes) sur de la paille avec quelques couvertures. Peu à peu, les familles sont relogées, les enfants vont à l'école, école maternelle pour Josefina. Au bout de six mois, le père revient grâce à l'action des organisations de regroupement. Pour les femmes qui ne savaient pas où étaient leurs maris, c'était le renvoi vers l'Espagne.

Il faut trouver du travail. Maria (20 ans) est bonne à tout faire. Le père trouve un emploi à Lapeyrière, chez un patron ignoble qui sera d'ailleurs exécuté à la Libération comme collaborateur notoire. La maman, qui ne sait pas bien s'occuper des cochons ni des vaches, est insultée. La petite Josefina (7 ans) veut se venger : un jour, elle ouvre tous les petits robinets de la sulfateuse qui vient d'être préparée. Le patron est furieux et elle n'échappe pas à une bonne correction.

Josefina évoque aussi des souvenirs de la guerre, lorsque la famille était logée à la ferme du Lacas. Dans la grande bâtisse, il y avait une porte à l'arrière, souvent utilisée à l'approche des gendarmes pour le départ parfois précipité de gens venus chercher de quoi manger, qui avaient pris le maquis ou réfractaires au STO, comme Alonso, tout juste marié avec Martina. Le père meurt le 3 octobre 1944, victime d'une congestion pulmonaire, usé par le travail. Josefina, très malingre sera envoyée en colonie sanitaire pour de longs mois, en 1947 et en 1950, elle a alors 16 ans. Après un premier emploi chez des patrons qui ne la traitent pas bien, elle est engagée par un couple chez qui elle sera considérée comme une enfant de la famille.

Le récit de Josefina est paru dans le n°10, spécial 80 ans de décembre 2018, des « Cahiers du CTDEE » (Centre toulousain de documentation sur l'exil espagnol).

Remi Demonsant : Compte rendu d'un voyage à Berlin et à Weimar – fin mai-début juin

Mon voyage à Berlin et à Weimar m'a permis des rencontres aussi intéressantes qu'amicales et la découverte de villes passionnantes. Mes trois premiers jours dans la capitale allemande réunifiée ont été consacrés aux rencontres humaines. Tout d'abord avec Nina et Peter Schaul qui s'apprêtaient à partir au bord de la mer baltique. Nous devons visiter le Musée juif auprès duquel Dora Schaul avait versé ses archives mais le musée était malheureusement fermé pour travaux de longue durée.

Dans le même secteur Est, Peter m'a emmené voir la maison de Dora – habitée par la famille de sa fille Anja – avec sa plaque commémorative datant de 2009 et rappelant que le village de Brens avait déjà honoré Dora Schaul en 2006 en donnant son nom à la route longeant le camp. Il m'a ensuite fait redécouvrir un "Berlin-Est" que j'ai eu beaucoup de difficultés à reconnaître tellement la ville a été transformée et continue de l'être. J'ai certes reconnu certains monuments mais l'ensemble a trop profondément changé pour je puisse m'y reconnaître. Il me faut préciser que je n'étais pas revenu à Berlin (Ouest et Est) depuis la chute du mur.

Le lendemain également dans l'ancien Berlin-Est, j'avais rendez-vous avec Jonny Granzow, chez lui dans un immeuble de type HLM. Avec lui, nous avons surtout discuté de Karl Matiszik, ce résistant allemand dirigeant le Maquis international du Groupe Vendôme dans le Gaillacois. Il est bien sûr informé de l'action de représailles très contestable de personnes suspectées de collaboration dans laquelle il aurait été impliqué. Cependant il s'appuie sur un nombre très important de témoignages et remerciements que ses camarades du Groupe Vendôme dont le colonel Vendôme, Renée Mège-Taillefer, l'aumônier du Groupe Vendôme... lui avaient écrits avant son retour en Allemagne pour penser qu'il n'avait pu se compromettre dans une telle action. Il a retrouvé ces témoignages dans des archives en Allemagne sous forme d'un livret relié à la main. Il m'en a montré des copies dont le

témoignage de Renée Taillefer qu'il a publié dans la Revue du Tarn (numéro 250, été 2018). Il m'a aussi montré le livre de Bernard Charles *La Résistance dans le Gaillacois* qu'il connaît bien.

Par ailleurs il va m'adresser le travail effectué sur la prison secrète de Castres par Sandra Marc et ses élèves du Collège des Cèdres de Castres pour le concours national de la Déportation et de la Résistance. Après notre entretien, Jonny m'a emmené à pied visiter le cimetière municipal central Friedrichsfelde où sont entre autres honorés Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Ernst Tählmann ainsi que le poète Rudolf Leonhard qui a partagé sa cellule de la prison secrète de Castres avec Josef Wagner, le père de Maria Jacottet.

Mon troisième rendez-vous fut avec Rahel Melis, une petite-fille de Reina Wessels, qui a été internée à Rieucros et à Noé et d'Ernst Melis, également interné en France. Faisant des recherches sur sa grand-mère qui ne lui a jamais parlé de son vécu en France, elle m'avait contacté en février 2018 car elle n'arrivait pas à trouver l'identité du consul des Pays-Bas à Toulouse qui avait sauvé sa grand-mère en intervenant auprès des autorités pour la faire libérer et qui était venu en personne la chercher à Mende.

J'avais alors écrit à la consule en poste actuellement à Toulouse qui ne m'a pas répondu et à l'ambassadeur des Pays-Bas en France qui m'a répondu qu'il avait transféré ma lettre aux Archives nationales des Pays-Bas. Celles-ci ont contacté Rahel qui a délégué un oncle maternel résidant aux Pays-Bas pour effectuer des recherches aux archives.

En complément de ses recherches, j'ai apporté à Rahel les rushes du film *Camps de femmes* de Rolande trempé qui concernent sa grand-mère. Par ailleurs Rahel, dont j'avais compris à travers ses messages qu'elle avait une activité dans le domaine des arts, a présenté en janvier et février 2019 à l'Institut français de Berlin, l'exposition "*Max Lingner. A la recherche du temps présent*" sur ce dessinateur et peintre que

la Première Guerre mondiale avait rendu antimilitariste et révolutionnaire.

Émigré en 1928 en France, il a adhéré au PCF en 1934 et est devenu dessinateur de l'ensemble de la presse communiste de 1936 jusqu'à la fin des années quarante. Cependant à la déclaration de la guerre, il a été interné dans différents camps français dont ceux des Milles et de Gurs où il a réalisé de nombreux dessins dont les séries intitulées *Gurs - Récit et appel*, *Images d'un camp d'internement français 1941* et *Ceux de Gurs*. En 1949, il quitte Paris à regret, par devoir de participer à la construction d'une nouvelle Allemagne.

Cependant en RDA, il lui fut bientôt reproché d'avoir trop longtemps séjourné en France, d'être "trop français", on l'accuse de "formalisme" – terme qui en RDA stigmatise la modernité artistique – et de "cosmopolitisme occidental". Rahel cherche actuellement des musées ou lieux d'exposition en France qui pourraient être intéressés par son exposition.

Dans cette perspective, j'ai proposé l'exposition à André Laufer (président de l'Amicale du camp de Gurs) et à l'historien Claude Laharie pour le Musée des Beaux-Arts de Pau qui vient de présenter l'exposition *Gurs, 1939–1945* et à la directrice du Goethe Institut de Toulouse. Cette exposition contrairement aux précédentes, s'intéressent moins à ses très nombreux dessins de presse qu'à sa représentation des banlieues ouvrières de Paris qui n'ont rien de commun avec la "Ville Lumière".

Dans la capitale allemande, j'ai pu visiter deux impressionnantes installations en plein air et en accès libre. L'exposition permanente *La topographie de la terreur* a été inaugurée en 2010 à l'emplacement même des QG de la Gestapo et de la SS où ont été organisés la persécution des opposants au national-socialisme ainsi que le génocide des Juifs et des Tziganes.



Image Silver Spoon / Wikipédia

Le Mémorial aux juifs assassinés d'Europe conçu par l'architecte américain Peter Eisenmann est constitué de 2 711 blocs de béton rectangulaires de différentes dimensions, rappelant des stèles mortuaires et créant un sentiment d'oppression.

Ce mémorial né d'une louable initiative a cependant été contesté. Les principales critiques relèvent d'une part du fait que son titre crée une hiérarchie parmi les victimes du nazisme en ne mentionnant pas les Tsiganes et d'autre part du fait que l'entreprise chargée du revêtement anti-graffiti des stèles participa à l'Holocauste par l'intermédiaire d'une filiale qui produisit le Zyklon B utilisé dans les chambres à gaz d'Auschwitz.

Pour terminer mon séjour en Allemagne, je me suis rendu à Weimar, ville de Goethe et de Schiller, souvent considérée comme capitale littéraire de l'Allemagne mais qui a également été le siège du camp de concentration de Buchenwald. C'est un saisissant face-à-face de la Culture et de la barbarie. Le camp a été établi sur la colline d'Ettersberg où, selon la tradition, Goethe venait méditer à l'ombre d'un vieux chêne et dans le camp, les internés avaient donné le nom "arbre de Goethe" au seul arbre du camp (un chêne) qui fut malencontreusement détruit le 24 août 1944 lors du bombardement des usines du camp.

Lors de ma visite au Mémorial, j'ai remis à la bibliothèque un exemplaire du livre *L'arbre de Goethe* de Pierre Julitte, chef du réseau de Résistance dont mon père à Lyon était le trésorier. A l'ouverture du camp en 1937, les membres du parti communiste allemand – dont Ernst Tählmann qui y sera abattu – forment la majorité des prisonniers politiques. Ils seront ultérieurement rejoints par les socialistes, les syndicalistes, les objecteurs de conscience, les témoins de Jéhovah ainsi que par les Juifs, les Tziganes, les homosexuels...

De 1937 à 1945, le camp interna 238 980 êtres humains parmi lesquels 56 545 y trouvèrent la mort suite aux mauvais traitements ou par exécution. Parmi ces centaines de milliers d'anonymes, j'ai rencontré des personnalités connues : Dietrich Bonhoeffer, Jorge Semprún, David Rousset, Stéphane Hessel, Henri Maspero, Robert Antelme, Bruno Bettelheim, Elie Wiesel, Claude Bourdet, Léon Blum, André Verdet, Marcel Paul, Guy Ducoloné... sans oublier Boris Taslitzky – après son internement au camp de Saint Sulpice – dont j'ai pu voir quelques dessins et peintures. La visite de ce vaste site durant cinq

heures a été pour moi aussi intéressant qu'éprouvant.

A Weimar, j'ai rencontré Joachim König, le responsable pédagogique du Mémorial qui n'a pu, comme cela était prévu, me servir de guide car il venait d'être victime d'un accident de la route. Je l'avais connu en septembre 2011 lors du sixième colloque de Lacaune qui avait pour thème *Les élèves face à la Shoah : lieux, histoire, voyages* pour lequel il était intervenu sur "*Le potentiel pédagogique du Mémorial de Buchenwald et les expériences de travail avec les groupes de visiteurs*".

Prayols – le 1er juin

Notre association était représentée par Norbert et Michel à la manifestation d'hommage aux guérilleros espagnols qui a lieu tous les ans, le premier samedi de juin à Prayols, devant le monument national des guérilleros. Elle est animée par l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France, Forces Françaises de l'Intérieur (AAGEF-FFI) et son président, Henri Farreny.

L'AAGEF-FFI est une association d'anciens combattants étrangers dont le parcours depuis la guerre a été, c'est le moins que l'on puisse dire, assez chaotique. Constituée en 1945 sous le nom de « Amicale des anciens FFI et résistants espagnols », elle a été dissoute en 1950 lors de l'opération policière « Boléro-Paprika » par le gouvernement de René Pleven, en coopération avec la police de Franco. Elle n'a pu se reconstituer qu'à la mort du dictateur en 1976, sous son nom actuel, et dispose d'antennes départementales. Cette association est agréée par les autorités et travaille depuis 42 ans pour faire reconnaître le rôle spécifique des combattants espagnols dans la Résistance et la libération de la France.

A ce titre, elle est membre de l'Association Nationale des Anciens Combattants de la Résistance (ANACR).

Cette année, des innovations sont apparues dans le déroulement de la cérémonie. Pour la première fois, le président de la République et le Premier ministre, invités à la manifestation, ont envoyé une lettre d'excuse pour n'avoir pu y participer. Le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, a fait de même : le consul d'Espagne à Perpignan le représentait et a pris la parole.

Pour la première fois aussi, un représentant de la Mairie de Toulouse a fait un discours, montrant que Toulouse était bien la capitale de l'exil espagnol. Prayols est jumelée avec la ville espagnole de Santa Cruz de Moya et l'AAGEF-FFI travaille avec l'association « Gavilla-Verde » qui rend hommage aux résistants espagnols à Franco et aux maquis qui n'ont été éradiqués définitivement par le sinistre dictateur qu'en... 1954.

L'AAGEF-FFI est intervenue dès 2013 auprès du ministre de l'Intérieur de l'époque, Manuel Valls, pour que le décret d'interdiction en 1950 d'une association d'anciens combattants étrangers qui ont participé à la Résistance soit levé. Une pétition sur ce sujet a été signée par de nombreuses personnalités de toute la France, dont l'ancienne présidente de notre association, Angèle Bettini Del Rio, qui participait tous les ans à la cérémonie à Prayols avant d'en être empêchée par la maladie. Cette demande auprès des autorités n'a pas été suivie d'effet. Connaissant la pugnacité des responsables de cette association, nul doute que cette revendication ne sera pas abandonnée.

Gaillac - Atelier cinéma du collège Albert Camus – le 22 juin

Nous étions invités par Natacha Sautereau, responsable de l'atelier cinéma du collège Albert Camus, à la projection de l'ensemble des films de l'atelier à l'*Imagin' Cinéma* de Gaillac, soit huit courts métrages réalisés par des élèves de 4^e et 3^e de 2011 à 2019.

Remi Demonsant avait en effet été sollicité par Natacha Sautereau en 2012 pour l'élaboration du deuxième film de l'atelier car il concernait le camp de femmes de Brens. Remi lui avait fourni toutes les informations historiques nécessaires ; elle avait aussi rencontré le propriétaire des lieux qui avait finalement donné l'autorisation de pénétrer sur le terrain pour filmer les vestiges du camp : baraque du réfectoire et des cuisines (transformées depuis en garages...), longue rampe des lavabos. Ce document d'un extrême intérêt,

car ces lieux étaient inaccessibles jusque-là, a pu être présenté au public gaillacois lors de la 14^e Journée Internationale des Droits des Femmes, le 5 mars 2016 en présence d'Angelita Bettini et Beate Klarsfeld.

J'ai eu plaisir à revoir ce film, profondément touchant, car la mémoire de cette tragédie est portée par une adolescente effectuant, en rêve, une visite du camp sous la conduite de sa grand-mère polonaise, internée en ces lieux. Les sept autres films présentés abordaient des sujets très variés, en rapport avec le vécu scolaire des élèves ou purement imaginaires, mais toujours traités avec beaucoup d'humour et de fantaisie (*Une nuit au collège, Stages : la face cachée, Panique Terrienne...*)

En raison du calendrier le public n'était pas très nombreux mais quelques acteurs, élèves maintenant de première ou terminale, étaient présents, ainsi que des professeurs et parents d'élèves, fidèles soutiens de ce bel atelier.

Une inquiétude toutefois pour l'avenir : plus de budget à la rentrée 2019... Que va devenir ce lieu d'initiation et de création à l'audiovisuel et au cinéma, qui a su susciter autant d'enthousiasme et fédérer autant d'énergies, d'idées, de jeunes talents ?

Toulouse – CTDEE – le 21 juillet

Ci-après le compte rendu de Laurette Llahi-Roques a participé à la journée du 83^e anniversaire de la Révolution espagnole du 19 juillet 1936.

Le C.T.D.E.E. (Centre Toulousain de Documentation sur l'Exil Espagnol) avait choisi d'aborder pour cette journée le dernier épisode de la Guerre d'Espagne : l'ensemble des combats et événements survenus en mars 1939, sous leurs aspects politiques, militaires, humains.

Pour cela, dès l'entrée dans la salle de Lafourguette, une exposition très bien conçue rappelait les principaux moments de cette tragédie à l'aide de 5 grands panneaux : la prise de la Catalogne par les nationalistes (janvier-février 1939), le siège de Madrid avec les luttes intestines et la reddition finale, la chute des derniers bastions républicains (28-31 mars).

Les deux derniers présentaient une carte d'Espagne signalant les principales prisons et camps de concentration franquistes, ainsi que l'importance de la répression : 300 camps ont été dénombrés.

Deux conférenciers, Francis Pallarés et Amado Marcellán évoquèrent au cours de la matinée cette terrible période ; le premier fit un récapitulatif des principaux faits survenus en février 37 (défaite de Malaga) et mai 37 (affrontements meurtriers entre anarchistes et communistes), départ de Largo Caballero comme chef du gouvernement et remplacement par Juan Negrín, plus proche des positions communistes.

La perte de Teruel en février 38, le retour du gouvernement de Valence à Barcelone, fin 38, l'intensification des bombardements conduisent Juan Negrín à convoquer tous les chefs militaires à Los Llanos, base militaire aérienne près d'Albacete en vue de préparer un Conseil National de Défense. Toutefois les dissensions et la défiance entre les différents courants politiques

s'aggravent et empêchent tout accord : Manuel Azaña, président de la République démissionne le 28 février. Le 27, la France et la Grande-Bretagne ont reconnu le gouvernement de Burgos, et le maréchal Pétain y est envoyé comme ambassadeur...

Apprenant que Juan Negrín prépare un remaniement favorable aux communistes, les chefs militaires socialistes, le colonel Casado, et les chefs anarchistes dont Cipriano Mera, le prennent de vitesse et créent un Conseil National de Défense (C.N.D.) à Madrid, pour négocier la fin des hostilités avec Franco et éviter des morts inutiles. C'est alors le départ des responsables communistes dont la Pasionaria, et le général Lister ; le 6 mars, Negrín part également et rejoint Toulouse.

Des combats opposent à Madrid les unités communistes aux partisans du C.N.D. mais ce sont ces derniers qui l'emportent : le bilan est lourd, près de 2000 morts. Tout va se défaire très rapidement : du 27 au 30 mars c'est la fuite vers Alicante où l'on pense trouver des bateaux...

Cette extrême confusion et ces règlements de comptes ont compromis toute possibilité d'évacuation de la population civile et entraînent les terribles incidents d'Alicante : plus de flotte républicaine depuis le 7 mars, départ des navires français... Seul, un cargo anglais, le *Stanbrook* peut quitter le port d'Alicante avec plus de 2600 personnes à bord !

L'entrée des troupes franquistes dans la ville entraîne une série de suicides et une terrible répression ; les milliers de réfugiés restant dans le port doivent se rendre et sont traités comme des

prisonniers ; nombre d'entre eux seront internés dans le camp de concentration d'Albatera.

Le 1er avril 1939 le général Franco déclare la fin de la guerre et sa victoire : il a exigé une capitulation sans condition.

Le second intervenant, Amado Marcellán, nous fera découvrir la figure d'une ancienne résistante antifranquiste « Chelo », Consuelo Rodriguez, décédée en juillet 2017 sur l'île de Ré. Inconnue de la plupart des auditeurs, cette femme a été cruellement frappée très jeune par la Guerre d'Espagne : vivant en Galice elle n'a pas connu les premiers combats, car les franquistes dans cette région ont gagné tout de suite, mais ses parents, socialistes, ont été fusillés par La Phalange et peu après, ses frères abattus également.

Chelo et sa sœur vont rejoindre le maquis ; elle va perdre aussi son compagnon dans des combats en 1946. En 1948, avec l'aide du parti socialiste, elle réussit toutefois à s'évader en bateau avec sa sœur et trouvera asile sur l'île de Ré. Il est possible de visionner un film sur elle

L'île de Chelo réalisé en 2008 par Odette Martinez-Maler, Ismaël Cobo, Laetitia Puertas.

L'autre sujet abordé concerne la façon dont la presse gouvernementale organisait la propagande et produisait des « vérités alternatives »... : en effet les archives des journaux ABC et La Vanguardia sont maintenant en ligne et il est possible d'analyser les procédés de censure et d'ajustement de la réalité aux exigences de la politique : « maintien du moral des troupes et de l'arrière ».

L'après-midi nous réservait un concert exceptionnel, celui de Serge Utgé-Royo : accompagné de ses deux complices musiciens, un pianiste et un batteur, concernés tous deux par l'exil, il nous donna un récital tout en générosité, émotion, originalité dans l'interprétation.

Un beau florilège de chansons engagées, certaines bien connues des spectateurs, mais avec des détournements très personnels, d'autres plus récentes en écho aux révoltes du présent, en hommage à « l'espoir têtue du lendemain ».

« Une grande dame est décédée: Neus Català i Pallejà »

(Texte de Madeleine Deshours, responsable de l'association Pour le Souvenir du Camp de Rieucros)

Neus Català est née à Els Guiamets (Province de Tarragone) le 6 octobre 1915 et morte dans la même ville le 13 avril 2019. Cette femme politique espagnole a été membre du Parti socialiste unifié de Catalogne au cours de la guerre civile espagnole et est la seule survivante espagnole du camp de concentration de Ravensbrück. Elle avait obtenu son diplôme d'infirmière en 1937 et a déménagé à Barcelone au début de la guerre civile espagnole.

En 1939, elle a franchi la frontière française, emmenant avec elle 180 enfants orphelins de la colonie Las Acacias de Premià de Dalt, mieux connus comme « les Enfants de Negrin ». Elle a participé avec son mari Albert Roger, aux activités de la Résistance française, centralisant (à son domicile) la réception et la transmission de messages, les documents et les armes et abritant des réfugiés politiques.

Elle a été dénoncée aux autorités nazies par un pharmacien de Sarlat. Elle et son mari ont été arrêtés par les nazis et emprisonnés en 1943. Elle a été torturée à Limoges en 1944 puis déportée à Ravensbrück, où elle a été forcée à travailler pour l'industrie de l'armement. Là, elle a fait partie des « Commandosféminins », un groupe de femmes qui sabotait la fabrication des armes au Kommando de Holleischen, dans l'usine qui dépendait du camp de concentration de Flossenbürg. Par suite de ces actions de sabotage, ces femmes ont rendu inutilisables environ 10 millions de cartouches, ainsi que des machines pour fabriquer des armements.

Après sa libération, elle est revenue en France où elle a continué sa lutte clandestine contre Franco. Elle a vécu à Sarcelles et a présidé l'Association des victimes de Ravensbrück.

Appel de cotisations 2019

Grâce à votre soutien, nous poursuivons les actions visant à perpétuer la mémoire du camp de Brens tout au long de l'année. Nous vous invitons donc – si vous ne l'avez déjà fait – à régler dès maintenant votre cotisation (15 € pour une personne et 20 € pour un couple) par chèque à l'ordre de l'APSICBR, à adresser à la trésorière Jeannine Audoye, 54 avenue Rhin et Danube - 81600 Gaillac.

Nous vous rappelons que votre cotisation permet de financer aussi l'édition et l'expédition de nos bulletins d'information.